COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 09 au 15 juillet 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Coopération.....4

- **Rencontres tous azimuts du président Azali avec les autorités mauriciennes**
- **rencontre—président comorien et anil gayan: « Les accords entre les Comores et Maurice seront réactualisés »**
- **Le Président de l'Union des Comores à Maurice [VIDEO]**
- **Le Président de l'Union Des Comores reçu par la Présidente de la République de Maurice**
- **Des Accords bilatéraux entre Maurice et les Comores bientôt revus**
- **Le président Azali intéressé par l'école hotelière de Maurice**
- **vidéo] des accords bilatéraux entre maurice et les comores bientôt revus**
- **le president de l'union des comores en visite a maurice**

Le président Azali a la coi.....14

- **Visite du Président de l'Union des Comores à la COI :Azali Assoumani reçu par Jean Claude de l'Estrac**
- **Visite du Président de l'Union des Comores à la COI**
- **AZALI ASSOUMANI REÇU PAR JEAN CLAUDE DE L'ESRAC**

Passation de Pouvoir à la COI.....18

- **Boléro met la main sur le poste de Sg de la COI**
- **H. Madi Bolero succède demain à Jean Claude de l'Estrac à la tête de la Coi : Quel bilan pour le secrétaire général sortant ?**
- **COI : Premiere visite d'un président comorien**
- **COI : le Comorien Hamada Madi Boléro succède à Jean Claude de l'Estrac**
- **Azali Assoumani : Escale de 1h30 à Ivato**
-
- **COI : Fin de mandat pour Jean-Claude de l'Estrac**
- **H. MADI BOLERO SUCCEDE DEMAIN A JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC A LA TETE DE LA COI : QUEL BILAN POUR LE SECRETAIRE GENERAL SORTANT ?**

- **COI: Jean Claude de l'Estrac assiste à sa dernière cérémonie comme secrétaire général**
- **Ile Maurice: COI - Jean Claude de l'Estrac assiste à sa dernière cérémonie comme secrétaire général**
-

Interview de Jean Claude de L'Estrac.....25

- **Jean Claude de l'Estrac : «L'indianocéanie est une voix politique écoutée sur la scène internationale»**

Connectivité Maritime.....30

- **Agreement signed between APOI and IOC**
- **Partenariat renouvelé**
- **COI: Jean Claude de l'Estrac assiste à sa dernière cérémonie comme secrétaire général**
- **Commission de l'océan Indien - Vers une amélioration de la connectivité maritime**
- **La COI et l'Association des ports des îles de la région renforcent leur partenariat**
- **Secteur Portuaire : Un bureau de l'AIPOI à Maurice**
- **Coopération régionale : accord COI-Association des Ports de l'océan indien**

Pêche.....41

- **Conservation Marine :Ourite : Maurice emboite le pas à rodrigues**

Coopération

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Rencontres tous azimuts du président Azali avec les autorités mauriciennes

Le 13 juillet 2016.



Par Al-watwan,avec la direction de la Communication à la présidence

Azali n'a pas manqué d'exprimer son «éternelle reconnaissance» à l'Etat mauricien pour avoir toujours été présent aux cotés des Comores, particulièrement dans les moments difficiles de crise institutionnelle.

Actuellement à l'île Maurice à l'occasion de l'entrée en fonction du nouveau secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (Coi), Hamada Madi Bolero, le président Azali Assoumani en a profité pour s'entretenir avec les plus hautes autorités mauriciennes. Il a notamment été reçu par la présidente de la République de Maurice avec qui ils ont abordé de nombreux sujets de coopération, dont les accords sanitaires signés sous le régime Azali I, la formation professionnelle dans les métiers du tourisme entre autres, ou encore la valorisation des produits de rente.

Les deux chefs d'Etat ont montré l'intérêt pour Moroni et Port-Louis de renforcer la coopération économique pour être plus en phase avec les réalités du monde.

La présidente mauricienne a, en outre, rendu hommage au dynamisme de la femme comorienne qui, selon elle, constitue «l'un des atouts du développement économique des Comores.» A son tour, Azali n'a pas manqué d'exprimer son «éternelle reconnaissance» à l'Etat mauricien pour avoir toujours été présent aux cotés des Comores, particulièrement dans les moments difficiles de crise institutionnelle ou encore la conférence des bailleurs de fonds de décembre 2005. Le chef de l'Etat a également rencontré, au cours de son séjour mauricien, la ministre de l'Education. Il était question, entre les deux responsables, de formation professionnelle.



L'école hôtelière de Maurice est, aux yeux d'Azali Assoumani, «une véritable référence en Afrique» et peut servir à la formation de jeunes comoriens. La ministre mauricienne s'est dite disposée à «impliquer l'université de Maurice dans cette perspective». Comme on s'en doutait, le président comorien ne pouvait passer à Port-Louis sans rendre visite à l'un de ses vieux amis, l'ancien Premier ministre Paul Bérenger, aujourd'hui chef de l'opposition locale.

Ils ont parlé des relations bilatérales entre les deux pays, mais surtout de la situation politico-institutionnelle inquiétante dans certains pays de la région. Ils ont aussi évoqué le Brexit et ses conséquences fâcheuses sur l'économie mauricienne. Le président Azali a demandé à son ami Bérenger d'aider les Comores à s'enrichir de l'expérience mauricienne en matière d'élections pour «éviter les catastrophes comme celles auxquelles nous étions exposées dernièrement.»

Enfin, le président Azali s'est entretenu avec le ministre mauricien de la Santé, qui fait aussi partie de ses vieilles connaissances. Une rencontre conviviale autour des collaborateurs d'abord, suivi d'un long tête-à-tête. Ils ont abordé ensemble la question de la coopération sanitaire et des accords signés sous le règne Azali I et qui n'ont jamais été actualisés.

En présence de l'éminent cardiologue Dr Ganesh, plusieurs points ont été évoqués, notamment la clinique cardiaque pour les premiers soins, une formation pour les soins intensifs ou encore l'envoi aux Comores d'éminents professeurs et médecins pour des interventions spécialisées et spécifiques aux Comores

http://www.alwatwan.net/index.php/nation/13634-rencontres-tous-azimuts-du-president-azali-avec-les-autorites-mauriciennes

LEMAURICIEN.COM

RENCONTRE—PRÉSIDENT COMORIEN ET ANIL GAYAN: « Les accords entre les Comores et Maurice seront réactualisés »

13 JUILLET, 2016

Les accords entre les Comores et Maurice seront revus afin qu'ils soient de nature multiformes. Cette décision fait suite à une rencontre entre le ministre de la Santé, Anil Gayan, et le Président des Comores, Azali Assoumani. Ce dernier a indiqué que c'est lors de son précédent mandat qu'un accord avait été conclu entre les deux îles, mais « il faut le réactualiser après plus de 16 ans pour plus d'efficacité ».
Le nouvel accord aura trait à la santé, au transport aérien et à l'éducation, entre autres. « Il existe déjà des accords bilatéraux entre les Comores et Maurice. Cependant ils doivent être réactualisés afin de couvrir un plus large éventail de secteurs », a indiqué le ministre de la Santé. Il a fait ressortir que les Comoriens reçoivent déjà des soins de technologie de pointe à Maurice.
Lors de la visite de courtoisie que lui a rendu lundi le Président comorien, Anil Gayan s'est dit « heureux d'accueillir un ami de longue date » qu'il avait rencontré quand il était ministre des Affaires étrangères du gouvernement MSM/MMM. À l'issue de cette rencontre, Anil Gayan a remis un présent à Azali Assoumani. Le Président comorien est accompagné

d’une forte délégation et d’une équipe de la télévision comorienne. Il assistera mercredi à la passation des pouvoirs de la présidence de la Commission de l’océan Indien (COI) entre Jean-Claude de l’Estrac et le Comorien Hamada Madi Boléro.

http://www.lemauricien.com/article/rencontre-president-comorien-et-anil-gayan-les-accords-entre-les-comores-et-maurice-seront-r

Le Président de l'Union des Comores à Maurice [VIDEO]

Jul 11, 2016



Pour cette visite, Azali Assoumani est accompagné d'une délégation qui comprend également le Ministre de la santé et de la cohésion sociale de l'Union des Comores, Moussa Mahonia.

Ce lundi, le président Comorien aura un tête-à-tête avec plusieurs personnalités locales dont la Présidente de la République de Maurice, Ameenah Gurib-Fakim, le leader de l'opposition, Paul Berenger, le ministre de la santé Anil Gayan ainsi que la ministre de l’éducation Leela Devi Dookun-Luchoomun.

Outre l’événement de la COI, Azali Assoumani veut également saisir cette visite d'une semaine a Maurice pour approfondir la relation bilatérale entre les deux îles, surtout pour s'inspirer du "modèle touristique mauricien", selon ses propres termes.

http://mbc.intnet.mu/article/le-pr%C3%A9sident-de-lunion-des-comores-%C3%A0-maurice-video

12 Jul 2016

Le Président de l'Union des Comores reçu par la Présidente de la République de Maurice

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 08:49:00

Le Président de l'Union des Comores a été reçu ce lundi matin par la Présidente de la République de Maurice.

Plusieurs sujets de coopération ont été évoqués durant un entretien d'une heure. Les accords sanitaires signés sous l'ere Azali 1, l'éducation notamment la formation professionnelle dans les métiers du tourisme entre autres, la valorisation des produits de rentes ont été discutés.



Les 2 chefs d'état ont montré l'intérêt pour les 2 pays d'une coopération économique plus dynamique et en phase avec les réalités du monde.

Madame la présidente de l'île Maurice, cette brillante universitaire qui connaît parfaitement bien les Comores pour ses travaux de recherche a aussi rendu hommage au dynamisme de la femme comorienne entrepreneur, qui selon elle, constitue l'un des atouts du développement économique des Comores.

Le Président Azali n'a pas manqué d'exprimer son éternelle reconnaissance à l'Etat mauricien qui a été toujours présent aux cotés des Comores et notamment dans les moments difficiles de crise institutionnelle ou encore pour la conférence des bailleurs de fonds de décembre 2005.

Le président Azali a promis de faire en sorte que cette coopération bilatérale s'appuie sur des projets concrets que son cabinet et son gouvernement proposeront très rapidement.

© www.habarizacomores.com (Habari Za Comores)

http://www.habarizacomores.com/2016/07/le-president-de-lunion-des-comores-recu.html

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Site d'information des Comores. Toute l'actualité des Il
Comores et de la diaspora comorienne en continu



Accueil › Politique Nationale › [Vidéo] Des accords bilatéraux entre Maurice et les Comores bientôt revus

11 Jul 2016

[Vidéo] Des accords bilatéraux entre Maurice et les Comores bientôt revus

©www.habarizacomores.com (Habari Za Comores)-

Le président de l'Union des Comores Azali Assoumani a rendu une visite de courtoisie au ministre de la Santé Anil Gayan ce lundi 11 juillet. Ils ont annoncé la réactualisation de divers accords de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et du tourisme.

Capture écran ©habarizacomores.com

Le président comorien est à Maurice à la tête d'une forte délégation dans le cadre de la cérémonie de passation de pouvoir du secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI). La cérémonie, prévue ce mercredi, verra l'intronisation de Hamada Madi Boléro de l'Union des Comores, qui succédera à Jean Claude de l'Estrac.



Capture écran ©habarizacomores.com

Le président comorien est à Maurice à la tête d'une forte délégation dans le cadre de la cérémonie de passation de pouvoir du secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI). La cérémonie, prévue ce mercredi, verra l'intronisation de Hamada Madi Boléro de l'Union des Comores, qui succédera à Jean Claude de l'Estrac.

PAR JEAN-MARIE ST CYR - Defimedia

http://www.habarizacomores.com/2016/07/video-des-accords-bilateraux-entre.html

HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Site d'information des Comores. Toute l'actualité des I

12 Jul 2016

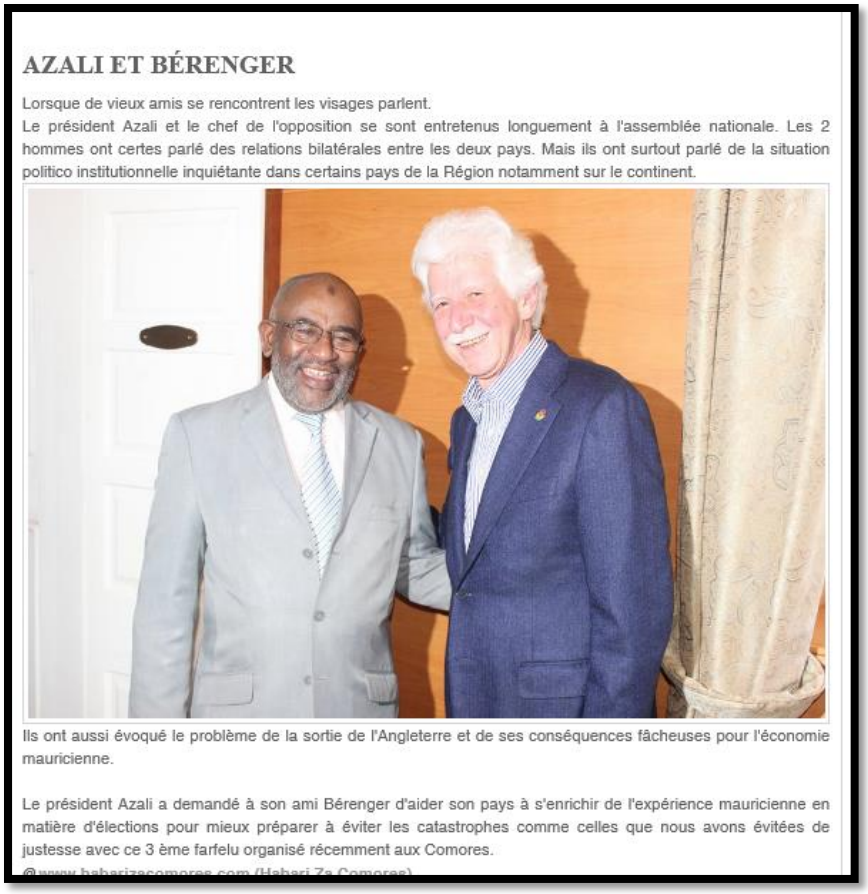
Le président Azali intéressé par l'école hôtelière de Maurice

RENCONTRE AVEC MADAME LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Le président est venu dans ce voyage qu'il appelle de prospection pour notamment dégager de véritables pistes de coopération dans le domaine de l'éducation et principalement dans la formation professionnelle.



L'école hôtelière de Maurice, une véritable référence en Afrique intéresse le Président Azali pour la formation de jeunes comoriens. La ministre mauricienne s'est dit disposée à impliquer l'université de Maurice dans cette perspective.



AZALI ET BÉRENGER

Lorsque de vieux amis se rencontrent les visages parlent.
Le président Azali et le chef de l'opposition se sont entretenus longuement à l'assemblée nationale. Les 2 hommes ont certes parlé des relations bilatérales entre les deux pays. Mais ils ont surtout parlé de la situation politico institutionnelle inquiétante dans certains pays de la Région notamment sur le continent.

Ils ont aussi évoqué le problème de la sortie de l'Angleterre et de ses conséquences fâcheuses pour l'économie mauricienne.

Le président Azali a demandé à son ami Bérenger d'aider son pays à s'enrichir de l'expérience mauricienne en matière d'élections pour mieux préparer à éviter les catastrophes comme celles que nous avons évitées de justesse avec ce 3 ème farfelu organisé récemment aux Comores.

http://www.habarizacomores.com/2016/07/le-president-azali-interesse-par-lecole.html

LeDEFIMEDIAGROUP

DES ACCORDS BILATÉRAUX ENTRE MAURICE ET LES COMORES BIENTÔT REVUS

11/07/2016



Le président de l'Union des Comores Azali Assoumani a rendu une visite de courtoisie au ministre de la Santé Anil Gayan ce lundi 11

juillet. Ils ont annoncé la réactualisation de divers accords de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et du tourisme.

Le président comorien est à Maurice à la tête d'une forte délégation dans le cadre de la cérémonie de passation de pouvoir du secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI). La cérémonie, prévue ce mercredi, verra l'intronisation de Hamada Madi Boléro de l'Union des Comores, qui succédera à Jean Claude de l'Estrac.

http://defimedia.info/video-des-accords-bilateraux-entre-maurice-et-les-comores-bientot-revus-35779/

La Gazette
des Comores



Le Président de l'Union des Comores en visite à Maurice

12/07/2016 admin 0

Azali Assoumani en visite d'une semaine à Maurice pour approfondir la relation bilatérale entre les deux îles, surtout pour s'inspirer du "modèle touristique mauricien", selon ses propos.

Pour cette visite, Azali Assoumani est accompagné d'une délégation qui comprend également le Ministre de la santé et de la cohésion sociale de l'Union des Comores, Moussa Mahoma. Ce lundi, le président Comorien a eu un tête-à-tête avec plusieurs personnalités locales dont la Présidente de la République de Maurice, Ameenah Gurib-Fakim, le leader de l'opposition, Paul Berenger, le ministre de la santé Anil Gayan ainsi que la ministre de l'éducation Leela Devi Dookun-Luchoomun.

Outre l'événement de la COI, Azali Assoumani veut également profiter de cette visite d'une semaine à Maurice pour approfondir la relation bilatérale entre les deux îles, surtout pour s'inspirer du "modèle touristique mauricien", selon ses propres termes.

Avant Maurice, le président de la république avait fait un transit à Madagascar où il a été accueilli à sa descente d'avion par le Premier ministre de la République Malagasy, avant de s'envoler en début de soirée à l'île Maurice où il sera accueilli, par le Vice - Premier ministre, les secrétaires généraux rentrant et sortant de la Commission de l'océan indien.

Interrogé par la télévision mauricienne avant de quitter le salon d'honneur de l'aéroport, le Président Azali s'est dit toujours heureux de revenir à l'île Maurice. Sa présence, a-t-il dit, traduit la volonté de son pays de renforcer encore davantage les relations bilatérales entre les deux pays frères. Il espère que la coopération dans les domaines de l'éducation et de la santé vont se renforcer.

Redaction

Le président Azali à la COI

Témoignages

Visite du Président de l'Union des Comores à la COI :Azali Assoumani reçu par Jean Claude de l'Estrac

Juillet 2016

La Commission de l'océan Indien (COI) a reçu hier le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, pour une visite de courtoisie. Le Président de la République récemment élu a profité de son voyage à Maurice, pour la cérémonie d'investiture du nouveau Secrétaire général de la COI, pour visiter les locaux de l'organisation à Ebène.



Le Président de l'Union des Comores a été reçu hier par le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac. Le Président et le Secrétaire général se sont exprimés devant les membres de la délégation présidentielle, le futur Secrétaire général de la COI, Hamada Madi Boléro et les collaborateurs de l'organisation, avant de laisser la parole aux chargés de mission de la COI qui ont chacun présenté leur domaine d'intervention.

Jean Claude de l'Estrac a souligné l'honneur et le plaisir de recevoir pour la première fois un Président de l'Union des Comores au siège de

l'organisation régionale. « Je suis persuadé que vous-même Monsieur le président, ainsi que mon successeur, Hamada Madi Boléro, saurez donner de nouvelles impulsions à notre organisation, et mener à bien les chantiers inachevés », a-t-il ajouté.

Le Président a de son côté insisté sur son souhait de voir la COI avancer dans le bon sens pour répondre aux défis à venir.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/visite-du-president-de-l-union-des-comores-a-la-coi,86928

Maurice Info
www.maurice-info.mu

Visite du Président de l'Union des Comores à la COI

La Commission de l'océan Indien (COI) a reçu, aujourd'hui, son Excellence Monsieur le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, pour une visite de courtoisie.



Visite du Président de l'Union des Comores à la COI

Le Président de la République récemment élu a profité de son voyage à Maurice, pour la cérémonie d'investiture du nouveau Secrétaire général de la COI, pour visiter les locaux de l'organisation à Ebène.
Le Président a été accueilli par le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac. Le Président et le Secrétaire général se sont exprimés devant les membres de la délégation présidentielle, le futur Secrétaire général de la COI, Hamada Madi Boléro et les collaborateurs de l'organisation, avant de laisser la parole aux chargés de mission de la COI qui ont chacun présenté leur domaine d'intervention.
Jean Claude de l'Estrac a souligné l'honneur et le plaisir de recevoir pour la première fois un Président de l'Union des Comores au siège de l'organisation régionale. « Je suis persuadé que vous-même Monsieur le président, ainsi que mon successeur, Hamada Madi Boléro, saurez donner

de nouvelles impulsions à notre organisation, et mener à bien les chantiers inachevés», a-t-il ajouté.
Le Président a de son côté insisté sur son sou
http://www.maurice-info.mu/visite-president-de-lunion-comores-a-coi.html


HABARI ZA KOMORI
أخبار من جزر القمر | Nouvelles des Comores
Site d'information des Comores. Toute l'actualité des Iles Comores et de la diaspora comorienne en continu

Accueil > Est africain - Océan Indien > Azali Assoumani reçu par Jean Claude de l'Estrac

13 Jul 2016

Azali Assoumani reçu par Jean Claude de l'Estrac

Hakim AHAMED ZOUBEIRI 14:46:00

Visite du Président de l'Union des Comores à la COI

La Commission de l'océan Indien (COI) a reçu hier le Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, pour une visite de courtoisie. Le Président de la République récemment élu a profité de son voyage à Maurice, pour la cérémonie d'investiture du nouveau Secrétaire général de la COI, pour visiter les locaux de l'organisation à Ebène.

Le président de l'Union des Comores a été reçu hier par le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac. Le Président et le Secrétaire général se sont exprimés devant les membres de la délégation présidentielle, le futur Secrétaire général de la COI, Hamada Madi Boléro et les collaborateurs de l'organisation, avant de laisser la parole aux chargés de mission de la COI qui ont chacun présenté leur domaine d'intervention.

Jean Claude de l'Estrac a souligné l'honneur et le plaisir de recevoir pour la première fois un Président de l'Union des Comores au siège de l'organisation régionale. « Je suis persuadé que vous-même Monsieur le président, ainsi que mon successeur, Hamada Madi Boléro, saurez donner de nouvelles impulsions à notre organisation, et mener à bien les chantiers inachevés », a-t-il ajouté.

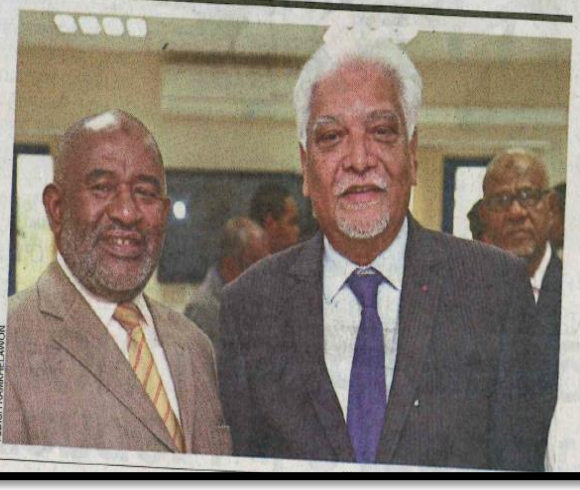
Le Président a de son côté insisté sur son souhait de voir la COI avancer dans le bon sens pour répondre aux défis à venir.

http://www.habarizacomores.com/2016/07/azali-assoumani-recu-par-jean-claude-de.html

lexp.mu

COI. PREMIÈRE VISITE D'UN PRÉSIDENT COMORIEN

C'est la toute première visite du président de l'Union des Comores, Azali Assoumani (à g.), à Maurice. Ce, dans le cadre de la cérémonie de passation du secrétaire général (SG) de la Commission de l'océan Indien. Une rencontre a eu lieu hier après-midi avec le SG sortant, Jean Claude de l'Estrac (à dr.), et le personnel au siège de la commission à Ébène. Retrouvez Azali Assoumani dans «l'express» de demain pour un entretien exclusif sur la question des Chagos.



YUDISH RAMKHELAWON

Passation de pouvoir à la Commission de l'Océan Indien

Al-watwan
Le premier journal des Comores

H. Madi Bolero succede demain a Jean Claude de L'Estrac a la tete de la coi : quel bilan pour le secrétaire général sortant ?

Le 12 juillet 2016.



Par Mariata Moussa

Jean-Claude de l'Estrac n'a pas tout réussi, loin s'en faut. L'intégration régionale, leitmotiv de tous les secrétaires généraux de la Coi, reste toujours un simple vœu. Selon une note de mai 2014, «les exportations des Comores et Madagascar vers l'île de la Réunion n'atteignent pas 2,2% et celles de Maurice et Seychelles vers le département français de l'océan indien sont de l'ordre de 6%.» Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. La dépendance financière de l'organisation vis-à-vis de l'Union européenne témoigne, en outre, de la fragilité de l'institution et, surtout, d'un manque d'engagement suffisant des autorités politiques régionales dans ce projet collectif.

C’est un Comorien qui, dès le 13 juillet, va prendre les commandes du navire Coi (Commission de l’Océan indien) en qualité de secrétaire général. Approuvé pour un mandat de quatre ans lors du dernier conseil des ministres des Affaires étrangères des pays membres, Hamada Madi Boléro entre officiellement en fonction ce mercredi, en remplacement de Jean-Claude de l’Estrac. Ce dernier a esquissé un bilan de ses deux mandats à la tête de l’organisation régionale au cours de la cérémonie de signature du protocole d’accord entre les associations des ports de l’Océan indien et la Coi, le 8 juillet dernier. «Le temps a passé si vite, en même temps j’ai le sentiment du devoir accompli», a déclaré cet ancien journaliste, qui compte reprendre la plume.

http://www.alwatwan.net/index.php/nation/13628-h-madi-bolero-succede-demain-a-jean-claude-de-l-estrac-a-la-tete-de-la-coi-quel-bilan-pour-le-secretaire-general-sortant

COI: Jean Claude de l’Estrac assiste à sa dernière cérémonie comme secrétaire général

9 JUL 2016



Jean Claude de l’Estrac lors de la signature d’un protocole d’accord entre l'APIOI et la COI, vendredi 8 juillet.

«*Triste de partir*» mais «*fier d’avoir accompli ce parcours*». C’est avec beaucoup d’émotions que Jean Claude de l’Estrac, secrétaire général de la Commission de l’océan Indien (COI), a annoncé qu’il assistait à sa dernière cérémonie officielleavant la passation de pouvoir. C’était lors de la signature d’un protocole d’accord entre l'Association des Ports des îles de l'océan Indien (APIOI) et la COI, vendredi 8 juillet.

«*Le temps a passé si vite. En même temps, le sentiment du devoir accompli…*», a soutenu le journaliste écrivain, précisant qu'il a atteint ses objectifs fixés. «*Soit d'améliorer la connectivité aérienne, numérique et maritime. Le protocole d'accord vise à ce que les ports trouvent une synergie afin d'évoluer ensemble. D'ailleurs, l'Union européenne, principale bailleresse de fonds, va soutenir les projets pour cofinancer l'amélioration des infrastructures portuaires dans les pays de la région.*»

À une question de *l'express* concernant l'arrivée de DP World au sein de la Cargo Handling Corporation Limited, Jean Claude de l'Estrac a affirmé que la COI n'a pas d'opinion. «*Nous allons suivre de près tout ce qui va dans le sens de l'amélioration des activités portuaires, la gestion et les conséquences sur la qualité du service et des prix.*»

Par ailleurs, plusieurs orateurs lui ont rendu hommage. Notamment Ramalingum Maistry, vice-président de l'APIOI et *Chairman* de la Mauritius Ports Authority. «*Jean Claude de l'Estrac était l'un des premiers à œuvrer pour la création d'une Commission de l'océan Indien lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères. Cet homme a vu grand.*»

Pour faire avancer la région, a poursuivi Ramalingum Maistry, Jean Claude de l'Estrac a compris qu'il faut développer des synergies. Et d'ajouter que «*lorsque nous l'avons approché pour que l'APIOI soit placée sous l'égide de la COI, il a accepté sans débats. Il mérite notre reconnaissance*».

http://www.lexpress.mu/article/285098/coi-jean-claude-lestrac-assiste-sa-derniere-ceremonie-comme-secretaire-generale

Ile Maurice: COI - Jean Claude de l'Estrac assiste à sa dernière cérémonie comme secrétaire général

«Triste de partir» mais «fier d'avoir accompli ce parcours». C'est avec beaucoup d'émotions que Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), a annoncé qu'il assistait à sa dernière cérémonie officielle avant la passation de pouvoir. C'était lors de la signature d'un protocole d'accord entre l'Association des Ports des îles de l'océan Indien (APIOI) et la COI, vendredi 8 juillet.

«Le temps a passé si vite. En même temps, le sentiment du devoir accompli... », a soutenu le journaliste écrivain, précisant qu'il a atteint ses objectifs fixés. «Soit d'améliorer la connectivité aérienne, numérique et maritime. Le protocole d'accord vise à ce que les ports trouvent une synergie afin d'évoluer ensemble. D'ailleurs, l'Union européenne, principale bailleresse de fonds, va soutenir les projets pour cofinancer l'amélioration des infrastructures portuaires dans les pays de la région.»

À une question de l'express concernant l'arrivée de DP World au sein de la Cargo Handling Corporation Limited, Jean Claude de l'Estrac a affirmé que la COI n'a pas d'opinion. «Nous allons suivre de près tout ce qui va dans le sens de l'amélioration des activités portuaires, la gestion et les conséquences sur la qualité du service et des prix.»

http://fr.allafrica.com/stories/201607090172.html

HABARI ZA COMORES



Boléro met la main sur le poste de secrétaire de la commission de l'océan indien

Updated on 12 juillet 2016 By Habari za Comores Commentaires fermés sur Boléro met la main sur le poste de secrétaire de la commission de l'océan indien

Critiqué, adulé et détesté, Boléro ne laisse définitivement personne indifférente. Malgré ses déboires souvent verbaux, il est le prototype parfait du jusqu'au boutisme. Il vient d'hériter du poste de secrétaire de la COI dont il prendra les rênes mercredi prochain. Tel un Phoenix, il renaît toujours de ses cendres pour encore viser plus haut. Et comme il adore les défis, il se permet le luxe de déplacer les exécutifs de la région à commencer par le président Azali Assoumani et ses homologues de Madagascar et de Maurice.

Selon le ministre Comorien des affaires étrangères Mohammed Bacar Dossar, l'accession de Boléro à ce poste représente une fierté et doit être une opportunité pour veiller sur les intérêts Comoriens dans la région. Le président Comorien fait à honneur au nouveau secrétaire de la COI en prenant part à la cérémonie officielle prévue mercredi avant de se rendre à Kigali pour les besoins de l'Union Africaine.

Med Youssouf, journaliste Comores infos à Moroni

http://comores-infos.com/bolero-met-la-main-sur-le-poste-de-secretaire-de-la-commission-de-locean-indien/

Al-watwan
Le premier journal des Comores

H. Madi Bolero succède demain à Jean Claude de l'Estrac à la tête de la Coi : Quel bilan pour le secrétaire général sortant ?

LE 12 JUILLET 2016.



Par Mariata Moussa

Jean-Claude de l'Estrac n'a pas tout réussi, loin s'en faut. L'intégration régionale, leitmotiv de tous les secrétaires généraux de la Coi, reste toujours un simple vœu. Selon une note de mai 2014, «les exportations des Comores et Madagascar vers l'île de la Réunion n'atteignent pas 2,2% et celles de Maurice et Seychelles vers le département français de l'océan indien sont de l'ordre de 6%.» Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. La dépendance financière de l'organisation vis-à-vis de l'Union européenne témoigne, en outre, de la fragilité de l'institution et, surtout, d'un manque d'engagement suffisant des autorités politiques régionales dans ce projet collectif.

C'est un Comorien qui, dès le 13 juillet, va prendre les commandes du navire Coi (Commission de l'Océan indien) en qualité de secrétaire général. Approuvé pour un mandat de quatre ans lors du dernier conseil des ministres des Affaires étrangères des pays membres, Hamada Madi Boléro entre officiellement en fonction ce mercredi, en remplacement de Jean-Claude de l'Estrac. Ce dernier a esquissé un bilan de ses deux mandats à la tête de l'organisation régionale au cours de la cérémonie de signature du protocole d'accord entre les associations des ports de l'Océan indien et la Coi, le 8 juillet dernier. «Le temps a passé si vite, en même

temps j'ai le sentiment du devoir accompli», a déclaré cet ancien journaliste, qui compte reprendre la plume.

http://www.alwatwan.net/index.php/nation/13628-h-madi-bolero-succede-demain-a-jean-claude-de-l-estrac-a-la-tete-de-la-coi-quel-bilan-pour-le-secretaire-general-sortant

Journal.re L'info Péi

COI : le Comorien Hamada Madi Boléro succède à Jean Claude de l'Estrac

08/07/2016



C'est une page qui se tourne au sein de l'océan Indien. Après l'hyper médiatisé Jean Claude de l'Estrac, Hamada Madi Boléro le succédera à la tête du Secrétariat général de la COI. Son mandat sera de quatre ans. La passation aura lieu ce mercredi 13 juillet dans la capitale mauricienne.

Le 31e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien (COI) a désigné Hamada Madi Boléro à ce poste. La cérémonie de passation sera l'occasion pour le Secrétaire général sortant de faire le bilan de son action à la tête de la COI marqué par l'affirmation de l'Indianocéanie sur la scène internationale et les chantiers de la connectivité

http://www.journal.re/politique/coi-le-comorien-hamada-madi-bolero-succede-a-jean-claude-de-lestrac.html

Azali Assoumani : Escale de 1h30 à Ivato

11 JUILLET 2016



Le président des Comores.

Le président des Comores Azali Assoumani a effectué hier une escale de 1h30mn à l'aéroport international d'Ivato. Il a été accueilli au salon d'honneur par le Premier ministre Mahafaly Solonandrasana Olivier et le ministre des Affaires Etrangères Atallah Béatrice. Après le salon d'honneur, Azali Assoumani a rejoint un hôtel situé à proximité de l'aéroport d'Ivato, où il attendait le vol Air Mauritius de 17h.

Passation. Maurice était hier la destination finale du président des Comores Azali Assoumani. Maurice où aura lieu mercredi prochain la passation de service entre le secrétaire général sortant Jean-Claude de l'Estrac et le secrétaire général entrant de la COI (Commission de l'Océan Indien). Le nouveau SG de la COI est de nationalité comorienne. Il s'agit de Hamada Madi Boléro. La passation verra aussi la présence du président de la République de Madagascar Hery Rajaonarimampianina.

R.Eugène

http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2016/07/11/azali-assoumani-escale-de-1h30-a-ivato/

Interview de Jean Claude de L'Estrac

Jean Claude de l'Estrac : «L'indianocéanie est une voix politique écoutée sur la scène internationale»

Business Magazine No. - 1243 - du mercredi 13 juillet 2016 au mardi 19 juillet 2016



en couverture

Jean Claude de l'Estrac

«L'INDIANOCÉANIE EST UNE LA SCÈNE INTERNATIONALE»

Quatre ans après avoir pris les fonctions de secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Jean Claude de l'Estrac passe le témoin au Comorien Hamada Madi Boléro ce mercredi 13 juillet. Il se félicite d'avoir pu aider à améliorer la connectivité interrégionale, notamment à travers l'initiative les îles Vanille et se dit confiant en l'avenir de l'indianocéanie.

Eve FIDÈLE

BUSINESSMAG. Votre mandat arrive à son terme. Une de vos priorités était de placer l'indianocéanie sur la carte du monde. Où en est-on quatre ans plus tard ?

En arrivant à la Commission de l'océan Indien (COI), il m'a semblé utile d'employer le mot juste pour désigner notre région des «îles du sud-ouest de l'océan Indien». Cette expression nous réduit à notre seule géographie. Cela m'est apparu injuste, étriqué et inapproprié. Nos îles sont liées par l'histoire, par nos généalogies imbriquées, par une culture partagée. Le mot «indianocéanie» pouvait apparaître comme un concept, une coquetterie intellectuelle. Il ne l'est pas : l'indianocéanie est bien réelle ! Et puis, c'est un beau mot qui dit notre identité et que je rêve de voir entrer dans le dictionnaire. Il y a toute sa place, comme la Caraïbe ou la Polynésie. Déjà, nous avons gagné la bataille de l'usage par les politiques, les universitaires et vous-mêmes, les journalistes. Quatre ans plus tard, l'indianocéanie est une voix politique écoutée sur la scène internationale.

BUSINESSMAG. Les îles de l'océan Indien sont mal connectées entre elles et avec le reste du monde, ce qui constitue un frein structurel au développement de l'indianocéanie. L'Alliance Vanille pourra-t-elle réellement résoudre ce problème ?

Dès mon investiture, j'avais dit que la connectivité serait une priorité de mon mandat. Quel résultat ! La création de l'Alliance Vanille en 2015 est la concrétisation d'une réflexion commencée à Maurice, en 2013, lors d'un symposium sur la desserte aérienne régionale. Dans la foulée, la COI a publié un plaidoyer «Les Ailes de l'Indianocéanie». S'il fallait une preuve de l'efficacité de la COI, la création de l'Alliance Vanille – qui fédère Air Austral, Air Mauritius, Air Madagascar, Air Seychelles et, depuis peu, Inter Iles Air des Comores – en est une. Je tiens à dire que le PDG d'Air Austral, Marie-Joseph Malé, qui préside l'Alliance Vanille, a été, avec le soutien de la COI, l'artisan de ce dialogue et de cette coopération inédite entre les compagnies de nos pays. Les premiers résultats sont là : Inter Iles Air annonce un vol direct d'ici à la fin de l'année, avec un nouvel avion de 90 places entre Moroni, St Pierre, Mahé et Plaisance. Air Mauritius a annoncé vouloir travailler en étroite collaboration avec cette compagnie aérienne. Autre résultat concret : l'Alliance Vanille vient d'annoncer le lancement, d'ici au mois d'octobre, d'un *Pass* Océan Indien valable dans chacune des compagnies de l'Alliance.

«L'INDIANOCÉANIE, LOIN D'ÊTRE UNE COQUETTERIE INTELLECTUELLE, EST BIEN RÉELLE»

BUSINESSMAG. Justement, comment ce *Pass* Océan Indien viendra-t-il redynamiser l'activité touristique de l'indianocéanie ?

Ce Pass va permettre à tous les citoyens de nos pays et aux détenteurs de billets long-courriers d'organiser des séjours combinés en bénéficiant de tarifs attrayants sur de nombreuses destinations.

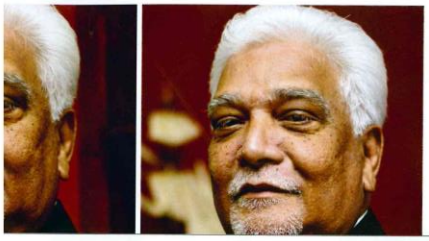
On parle d'économie de l'ordre de 20 % en moyenne. C'est notable ! Il y aura indéniablement un cercle vertueux qui se mettra en place. Rappelez-vous que le vol Maurice-Réunion est le plus cher du monde au kilomètre ! La baisse des tarifs ne rendra le produit «îles Vanille» que plus attrayant.

Les membres de l'Alliance ont également réaménagé leur programme de vols pour permettre une augmentation des fréquences de vols inter-îles et diminuer drastiquement la durée des connexions. C'est une autre bonne nouvelle quand on sait qu'il fallait parfois 24 heures et deux escales pour aller d'une île à l'autre.

Chacune de nos îles a des atouts mais, toutes ensemble, elles forment un produit unique, riche de diversité humaine et naturelle, et culturellement intense. En fait, l'Alliance Vanille donne corps au concept marketing des îles Vanille.

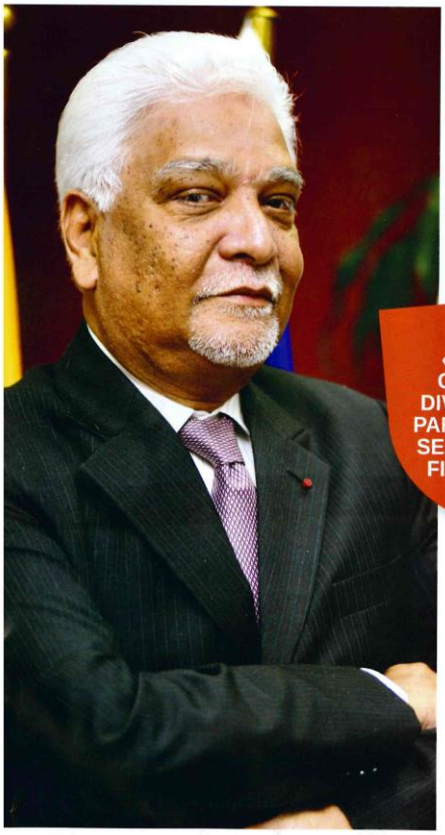
BUSINESSMAG. Lors du 31e Conseil des ministres de la COI tenu en février, il avait été question d'améliorer la desserte aérienne inter-îles par la création d'une compagnie «low-cost». Où en est-on sur ce dossier ?

La création de l'Alliance Vanille marque une étape historique.



«LE VOL MAURICE-RÉUNION EST LE PLUS CHER DU MONDE AU KILOMÈTRE ! LA BAISSE DES TARIFS NE RENDRA LE PRODUIT 'ILES VANILLE' QUE PLUS ATTRACTIF»

VOIX POLITIQUE ÉCOUTÉE SUR



Mais elle n'est pas une fin en soi. La création d'une compagnie aérienne régionale reste une option envisageable dans un avenir proche. Ce n'est pas à la COI d'en décider, elle n'est qu'un facilitateur. En revanche, une telle compagnie doit être régionale dans son ADN. En attendant, l'Alliance Vanille avance, vite et bien. Même si une décision finale n'a pas encore été prise, nous avons évoqué à St Denis l'idée d'avoir le logo de l'Alliance Vanille sur tous les appareils des compagnies membres. Vous voyez bien que nous décollons !

«LA COI DOIT CONTINUER À DIVERSIFIER SES PARTENARIATS ET SES SOURCES DE FINANCEMENT»

BUSINESSMAG. **La COI rêvait d'une compagnie maritime régionale sous forme d'un partenariat public-privé. Ce projet est-il appelé à se concrétiser ? Si oui, quels en seront les avantages pour les pays membres ?**

Un tel projet demande le soutien des États. Sans une subvention de la part des États, il est impossible d'attirer les opérateurs privés. Une compagnie maritime régionale ne peut être rentable dans le court terme et les transporteurs n'ont pas vocation à perdre de l'argent. Ceci étant, il y a de quoi s'inquiéter : nos îles sont à la marge des grandes autoroutes maritimes. Et la tendance mondiale est à la mise à l'eau de navires trop grands pour nos ports.

La création d'une compagnie maritime de l'indianocéanie, desservant nos pays depuis un port d'éclatement régional limiterait cette marginalisation et dynamiserait le commerce régional entre nos îles et avec la façade africaine. Pour le moment, nos États se sont entendus sur le renforcement des liaisons maritimes existantes. En parallèle, la COI a soutenu et obtenu l'inscription des ports de Mutsamudu et Moroni aux Comores, de Port-Louis à Maurice et de Victoria aux Seychelles sur une liste de projets d'infrastructures prioritaires devant bénéficier d'un cofinancement du 11e Fonds européen de développement pour leur modernisation et leur agrandissement.

BUSINESSMAG. **L'indianocéanie est la troisième région du monde la plus touchée par les phénomènes naturels intenses. Sur les 20 dernières années, plus de 50 catastrophes naturelles ont touché la région. Elles ont coûté plus de 2,8 milliards de dollars aux économies des pays membres de la COI. Quelles sont, les solutions adaptées au contexte insulaire pour faire face au changement climatique ?**

Vous citez les statistiques de la COI ! C'est une preuve que notre plaidoyer fonctionne. En effet, l'indianocéanie est particulièrement vulnérable aux effets des dérèglements climatiques et aux phénomènes climatiques intenses.

Suite en page 20

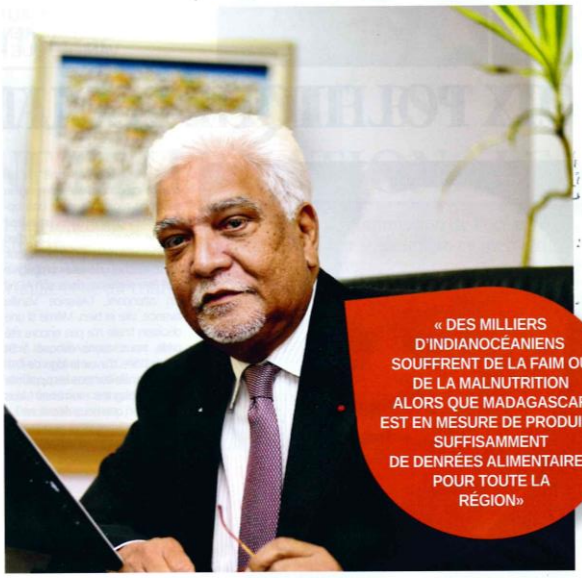
Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Suite de la page 19

Et nos populations vivent ces risques naturels très durement parfois. Faut-il être fataliste ? Non, car des solutions de prévention, de gestion, d'atténuation et d'adaptation existent.

La COI a renforcé les capacités et mis en réseau les sécurités civiles de nos pays. Elle a développé des prototypes d'abris d'urgence, créé une base de données des pertes économiques dues aux catastrophes naturelles pour faciliter la prévention, doté certains de nos pays en équipements et matériels, développé des plans d'aménagement et, très bientôt, elle cofinancera des projets publics et privés de production d'énergie propre. Ce ne sont là que quelques exemples de nos actions.

Aujourd'hui, la COI élabore un plan climat 2016-2020 qui guidera l'ensemble des actions régionales en faveur de la réduction des conséquences du dérèglement climatique. Ce plan permettra aussi de soutenir nos pays membres pour qu'ils respectent leur engagement, pris à la COP21, de réduction d'émission de gaz à effet de serre d'ici à 2030.



« DES MILLIERS D'INDIANOCÉANIENS SOUFFRENT DE LA FAIM OU DE LA MALNUTRITION ALORS QUE MADAGASCAR EST EN MESURE DE PRODUIRE SUFFISAMMENT DE DENRÉES ALIMENTAIRES POUR TOUTE LA RÉGION»

BUSINESSMAG. Le défi climatique peut donc être relevé ?

Sans aucun doute, mais cela coûte cher. Jusque-là, nous avons compté sur le soutien de nos principaux partenaires, l'Union européenne et l'Agence française de développement, qui ont déjà indiqué le renouvellement de leur appui. Mais il nous faut être plus ambitieux. C'est la raison pour laquelle la COI vise, en tant qu'entité régionale, l'accréditation de la mise en œuvre du Fonds vert pour le climat, doté de 10 milliards de dollars jusqu'en 2018. Une partie de ce financement sera réservée aux États insulaires en développement.

La COI plaide d'ailleurs pour un accès facilité à ces nouveaux financements, dans la suite logique de son plaidoyer, à la conférence de Samoa sur les petits États insulaires en développement, pour un traitement différencié de la part de la communauté internationale. La COI et l'UE ont d'ailleurs signé une déclaration conjointe à la COP21 reconnaissant la nécessité de ce traitement différencié qui doit donner accès, pour nos pays, à ces nouveaux fonds. Tout cela peut paraître technique, mais c'est de l'avenir de nos îles qu'il s'agit.

BUSINESSMAG. Vous avez déjà mentionné un accord historique impliquant sept opérateurs numériques privés de la région pour la pose d'un câble optique. Il se murmure que Mauritius Telecom veut garder le monopole sur le câble optique. Si cela s'avère, est-ce que cet accord tombera à l'eau ?

Aucun de nos pays n'a intérêt à préserver des situations de monopole ! La signature d'un accord entre sept grands opérateurs du secteur des télécommunications de Maurice, de Madagascar et de La Réunion dit bien le besoin des opérateurs de dépasser les limites concurrentielles.

Les câbles actuels approchent de leur fin de vie et le câble METISS, promu par la COI et soutenu par l'UE et l'AFD, évitera à l'indianocéanie la fracture numérique. D'ici à 2018, cette infrastructure connectera nos pays au grand réseau mondial, offrant ainsi des perspectives de développement économique grâce au numérique. D'autres opérateurs peuvent s'y joindre, y compris Mauritius Telecom ! Quant à nos États, je les encourage à prendre leurs responsabilités. C'est dans leur propre intérêt.

BUSINESSMAG. La création d'une *e-Governance Academy* régionale à Maurice, suite à l'accord signé avec l'*e-Governance Academy* d'Estonie, se passe-t-elle dans les meilleures conditions ? Certaines sources évoquent un désir de contrôle absolu de Maurice sur l'académie. Quelle est la position de la COI ?

Je le redis : notre ADN, celui de la COI, est régional. Une *e-Governance Academy* de l'indianocéanie, basée à Maurice, n'a de sens et de valeur ajoutée que si elle a une dimension véritablement régionale. Maurice le sait.

Suite en page 22

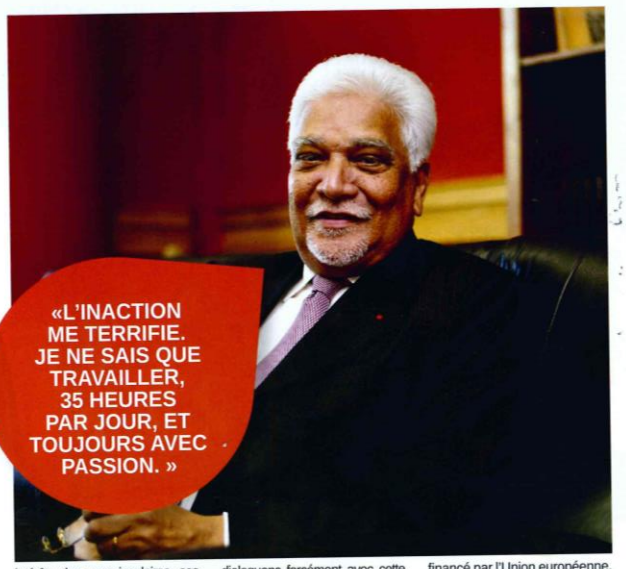
Suite de la page 20

BUSINESSMAG. La COI pense assurer la sécurité alimentaire de ses membres en jouant la carte malgache, qui dispose de 90 % des terres arables de la région. Est-ce que les pays membres peuvent vraiment compter sur Madagascar vu ses antécédents ?

Le préalable à tout développement, c'est la stabilité. La COI reste vigilante et mobilisée. Madagascar a été longtemps le grenier de l'indianocéanie. Elle peut à nouveau l'être. Les financements sont négociés : notre programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle, élaboré avec la FAO, bénéficiera d'un soutien du Fonds international de développement agricole de l'ordre de 60 millions de dollars ! Et il y a encore bien plus de fonds disponibles. Ce que nous cherchons à faire, c'est aider l'indianocéanie à regagner sa «souveraineté alimentaire» ; c'est le mot juste. Madagascar est la clé. Il n'est pas acceptable que des milliers d'Indianocéaniens souffrent de la faim ou de la malnutrition alors que Madagascar est en mesure de produire suffisamment de denrées alimentaires pour sa population et pour toute la région. Ce n'est pas un rêve, c'est un projet réaliste, réalisable et concret.

BUSINESSMAG. Concernant la construction d'un espace économique et commercial indianocéanique, à l'heure où tombent toutes les barrières protectrices, comment se passent les échanges et est-ce que les intérêts nationaux seront préservés ?

La COI est une organisation de coopération régionale. L'intégration économique et commerciale se dessine à une échelle plus large, celle de la Tripartite, qui englobe toute l'Afrique orientale et australe, du Cap au Caire et de Luanda à Port-Louis. Dans ce grand ensemble, la COI s'assure de la juste prise en compte des intérêts des pays insulaires, ses États membres donc.



Cela dit, nos pays échangent peu. C'est une question de normes, entre autres. Le projet de sécurité alimentaire devrait notamment permettre de dynamiser le commerce régional. C'est absurde d'importer aussi chèrement des denrées alimentaires d'Asie ou d'Amérique latine alors qu'elles peuvent être produites à Madagascar. Le commerce régional reprendra des couleurs ainsi. À ce moment-là, la question de la mise sur pied d'une compagnie maritime régionale se posera peut-être à nouveau… Tout est lié !

BUSINESSMAG. Quelles sont les avenues de coopération entre la COI et l'Union africaine ?

La COI est la seule organisation régionale insulaire d'Afrique et elle agit comme observateur auprès de l'Union africaine. Nous dialoguons forcément avec cette instance continentale, notamment pour faire valoir les spécificités insulaires. Nous coopérons aussi très concrètement avec l'UA. Je prends deux exemples : la COI, avec le Mauritius Oceanographic Institute, met en œuvre le volet «milieux côtiers» du programme continental de Suivi de l'environnement et de la sécurité en Afrique (MESA) sur le financement européen. Ce programme met à la disposition des États des images satellitaires qui leur permettent de suivre l'évolution des traits de côtes, l'utilisation des sols, l'impact des catastrophes naturelles ou encore les pêches.

En matière de sécurité maritime, la COI participe à l'installation d'un Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar et d'un Centre de coordination de l'Action de l'État en mer aux Seychelles dans le cadre du programme MASE financé par l'Union européenne. Ces deux Centres régionaux, qui seront installés dans deux de nos pays membres, contribueront très concrètement à la mise en œuvre de certains pans de la Stratégie maritime intégrée de l'Union africaine à l'horizon 2050.

BUSINESSMAG. La COI met continuellement en place des projets d'envergure. Bénéficie-t-elle de suffisamment de fonds pour mener à bien ses nombreux projets ?

Pour le moment, oui. Mais la COI doit continuer à diversifier ses partenariats et ses sources de financement. Je suis aussi quelque peu mal à l'aise avec l'idée de ne dépendre que des bailleurs internationaux pour conduire des projets qui servent d'abord l'intérêt de nos États.

Suite en page 24

Suite de la page 22

Les États n'ont d'autre alternative que d'investir eux-mêmes dans les projets de la COI, dans la pérennisation de dispositifs, emblématiques de la coopération régionale, qui ont fait leurs preuves comme le réseau SEGA, qui agit efficacement dans la prévention et la gestion des risques d'épidémie, ou encore le Plan régional de surveillance des pêches (PRSP) qui améliore significativement nos moyens de lutte contre la pêche illégale. D'ailleurs, concernant le PRSP – élargi au Kenya, à la Tanzanie et bientôt au Mozambique, ce qui est une preuve de son succès et de son utilité –, les États y contribuent aujourd'hui à hauteur de 40 %. À terme, ils devront bien prendre totalement la relève. Il en est de même pour notre action en santé publique.



«LA COI, C'EST 110 PROFESSIONNELS DÉVOUÉS À LA COOPÉRATION RÉGIONALE.»

BUSINESSMAG. Dans quel secteur la COI a-t-elle récolté le plus de résultats ?

Dans tous les secteurs, tous! Connectivité, stabilité politique et sécurité maritime, pêche, environnement, santé, et bientôt sécurité alimentaire et énergies renouvelables…

BUSINESSMAG. Le dernier bilan financier de la COI a-t-il été positif ?

Je ne crois pas qu'il est possible de parler du bilan financier de la COI comme de celui d'une entreprise privée. La COI gère des financements importants, provenant majoritairement de l'Union européenne, mais aussi de l'Agence française de développement, de la Banque mondiale ou encore du Système des Nations unies et de la Chine.

Dans les prochaines années, la COI devra gérer 150 millions d'euros du 11e Fonds européen de développement. L'AFD a indiqué son appui à de nombreux projets, notamment dans le domaine de la santé pour un montant de 10 millions d'euros. Pour gérer ces financements et les projets, il faut des moyens humains, techniques et donc financiers qui relèvent de la prérogative de nos États. Le budget du Secrétariat général est faible – 700 000 euros environ – au regard des financements que nous avons à gérer, particulièrement si l'on compare avec les autres organisations régionales d'Afrique orientale et australe dont les pays de la COI – hors Réunion – sont membres.

BUSINESSMAG. Que représente la COI en chiffres aujourd'hui ?

La COI, c'est 110 professionnels dévoués à la coopération régionale, venant de tous nos pays et au-delà, qui travaillent à faire avancer une douzaine de projets utiles pour l'avenir des 26 millions d'Indianocéaniens.

BUSINESSMAG. Quelles ont été les actions entreprises par la COI pour mettre en réseau les femmes entrepreneurs de la région durant votre mandat ?

Très vite après mon investiture en 2012, j'ai eu le plaisir de participer au premier forum sur l'entrepreneuriat féminin à Madagascar soutenu par la COI. J'y ai rencontré des femmes dynamiques, des talents créatifs, des femmes d'affaires avisées, et d'autres désireuses d'entreprendre.

Les rendez-vous se sont ensuite succédé comme le salon «Made in femmes» et les premiers salons du savoir-faire au féminin en 2014, à Madagascar et à La Réunion. La COI a aussi coorganisé, avec l'association Synergie Jeunes, les concours régionaux Ambition Jeune, en 2013 à Maurice et en 2015 à La Réunion, lors desquels ce sont avant tout de jeunes femmes entrepreneuses et porteuses de projets qui ont été primées.

La COI attache une grande importance à l'autonomisation économique des femmes. Toutefois, je crois que plus globalement, c'est l'ensemble de nos actions qui y contribuent, directement ou indirectement. Je pense au lancement des saisons de fermeture de la pêche aux ourites à Rodrigues en 2012. L'objectif premier est écologique et économique: mieux gérer la ressource pour obtenir des revenus pérennes et plus conséquents. Or, à bien y regarder, cette action, à Rodrigues, a d'abord bénéficié aux femmes car ce ne sont pas les hommes qui moissonnent le lagon, mais les fameuses piqueuses d'ourites.

Et demain, en matière de sécurité alimentaire, il ne fait aucun doute que les femmes auront un rôle essentiel à jouer car 84 % des femmes actives travaillent dans l'agriculture à Madagascar. C'est d'ailleurs tout l'intérêt des plateformes Femmes, développement durable et sécurité alimentaire que nous avons lancées.

BUSINESSMAG. Après la COI, Jean Claude de l'Estrac nourrit-il d'autres projets ? Lesquels ?

L'inaction me terrifie. Je ne sais que travailler, 35 heures par jour, et toujours avec passion. Je m'en vais dans un secteur que je connais peu, les services financiers. C'est une nouvelle aventure. J'espère y être utile à un moment délicat pour l'offshore mauricien.

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Connectivité Maritime

Local News
< 10
Weekly > 14 - 20 July 2016 | published by La Sentinelle Ltd |

Agreement signed between APOI and IOC



It's official: The permanent secretariat of the Association of Ports of the Indian Ocean Islands (APOI) from Seychelles will soon have an office in the premises of the Indian Ocean Commission (IOC) in Ebène. An agreement was signed between André Didace Ciseau, the president of APOI *(centre left)*, and Jean Claude de l'Estrac, secretary general of the IOC *(centre right)*, to that effect last week.

The agreement, Ciseau said, aims at promoting cooperation among regional countries to develop the blue economy and semi-industrial and fishing strategies, among others. Having a permanent office at the IOC, he continued, will lead to better coordination between the two parties and will allow them to be more efficient in their activities. Through its expertise in port and marine activities, Ciseau said, the APOI will be of great help to the IOC with regard to responding to the environmental and economic challenges of maritime activities in the region.

Jean Claude de l'Estrac, says he believes this agreement will allow the commission and the APOI to work together and achieve their common goals, as well as help Mauritius stay in competition with other countries. ■



NEWS MADA

11 Juil

ACCUEIL ECONOMIE REFLETS POLITIQUE SPORTS CULTURE FAITS DIVERS DIVERS

CONTACT PHOTOS ET VIDEOS TECH ION 2016 RECHERCHER

Mbola mihenjana ny tady... : ny mpanao gazety tsy hihemotra, ireo depiote tsy te hahalala

Partenariat renouvelé

Par Les Nouvelles sur 09/07/2016

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI) ont signé hier une nouvelle Convention de partenariat. Celle-ci prévoit notamment l'hébergement du secrétariat permanent de l'APIOI au sein du siège de la COI.

La COI est un partenaire clé dans la mise en œuvre des activités de l'APIOI. D'ailleurs, le plan d'action défini par les membres de l'APIOI ces deux derniers jours (7 et 8 juillet, ndlr) ouvre de nouveaux axes de travail et de coopération dans le domaine de l'économie bleue, de la sûreté et la sécurité maritime et bien sûr de la connectivité dans la région océan Indien élargie à l'Afrique orientale.

Arh.

http://www.newsmada.com/2016/07/09/partenariat-renouvele/

iAnotao

COI: Jean Claude de l'Estrac assiste à sa dernière cérémonie comme secrétaire général

09 juillet, 2016



«*Triste de partir*» mais «*fier d'avoir accompli ce parcours*». C'est avec beaucoup d'émotions que Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), a annoncé qu'il assistait à sa dernière cérémonie officielle avant la passation de pouvoir. C'était lors de la signature d'un protocole d'accord entre l'Association des Ports des îles de l'océan Indien (APIOI) et la COI, vendredi 8 juillet.

«*Le temps a passé si vite. En même temps, le sentiment du devoir accompli…*», a soutenu le journaliste écrivain, précisant qu'il a atteint ses objectifs fixés*. «Soit d'améliorer la connectivité aérienne, numérique et maritime. Le protocole d'accord vise à ce que les ports trouvent une synergie afin d'évoluer ensemble. D'ailleurs, l'Union européenne, principale bailleresse de fonds, va soutenir les projets pour cofinancer l'amélioration des infrastructures portuaires dans les pays de la région.*»

À une question de *l'express* concernant l'arrivée de DP World au sein de la Cargo Handling Corporation Limited, Jean Claude de l'Estrac a affirmé que la COI n'a pas d'opinion. «*Nous allons suivre de près tout ce qui va dans le sens de l'amélioration des activités portuaires, la gestion et les conséquences sur la qualité du service et des prix.*»

Par ailleurs, plusieurs orateurs lui ont rendu hommage. NotammentRamalingum Maistry, vice-président de l'APIOI et *Chairman* de la Mauritius Ports Authority. «*Jean Claude de l'Estrac était l'un des premiers à œuvrer pour la création d'une Commission de l'océan Indien lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères. Cet homme a vu grand.*»

Pour faire avancer la région, a poursuivi Ramalingum Maistry, Jean Claude de l'Estrac a compris qu'il faut développer des synergies. Et d'ajouter que «*lorsque nous l'avons approché pour que l'APIOI soit placée sous l'égide de la COI, il a accepté sans débats. Il mérite notre reconnaissance*».

http://anotao.com/nouvelles/link/mu/2016070312943/www.lexpress.mu/node/285098

Partenariat renouvelé entre la COI et l'Association des ports des îles de l'océan Indien

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI) ont signé, le 8 juillet 2016, une nouvelle Convention de partenariat. Celle-ci prévoit notamment l'hébergement du secrétariat permanent de l'APIOI au sein du siège de la COI.



Partenariat renouvelé entre la COI et l'APIOI

« Ce rapprochement physique témoigne de notre volonté commune de travailler étroitement sur les questions portuaires et maritimes, notamment en ce qui concerne la connectivité maritime, l'une des composantes du vaste chantier de la connectivité régionale conduit par la COI », a souligné Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI.

Pour le Colonel Ciseau, président de l'APIOI, « la COI est un partenaire clé dans la mise en œuvre des activités de l'APIOI. D'ailleurs, le plan d'action défini par les membres de l'APIOI ces deux derniers jours (7 et 8 juillet, ndlr) ouvre de nouveaux axes de travail et de coopération dans le domaine de l'économie bleue, de la sûreté et la sécurité maritime et bien sûr de la connectivité dans la région océan Indien élargie à l'Afrique orientale ».

Jean Claude de l'Estrac a également rappelé l'inscription, par la COI, des projets de modernisation et extension des ports de Moroni et Mutsamudu aux Comores, de Port-Louis à Maurice et de Victoria aux Seychelles sur la liste prioritaire d'infrastructures régionales devant bénéficier d'un co-financement du 11ème Fonds européen de développement.

Témoignages

Partenariat renouvelé entre la COI et l'Association des ports des îles de l'océan Indien

9 juillet 2016

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI) ont signé, le 8 juillet 2016, une nouvelle Convention de partenariat. Celle-ci prévoit notamment l'hébergement du secrétariat permanent de l'APIOI au sein du siège de la COI.



« Ce rapprochement physique témoigne de notre volonté commune de travailler étroitement sur les questions portuaires et maritimes, notamment en ce qui concerne la connectivité maritime, l'une des composantes du vaste chantier de la connectivité régionale conduit par la COI », a souligné Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI.

Pour le Colonel Ciseau, président de l'APIOI, « la COI est un partenaire clé dans la mise en œuvre des activités de l'APIOI. D'ailleurs, le plan d'action défini par les membres de l'APIOI ces deux derniers jours (7 et 8 juillet, ndlr) ouvre de nouveaux axes de travail et de coopération dans le domaine de l'économie bleue, de la sûreté et la sécurité maritime et bien sûr de la connectivité dans la région océan Indien élargie à l'Afrique orientale ».

Jean Claude de l'Estrac a également rappelé l'inscription, par la COI, des projets de modernisation et extension des ports de Moroni et Mutsamudu aux Comores, de Port-Louis à Maurice et de Victoria aux Seychelles sur la liste prioritaire d'infrastructures régionales devant bénéficier d'un co-financement du 11ème Fonds européen de développement.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/partenariat-renouvele-entre-la-coi-et-l-association-des-ports-des-iles-de-l-ocean-indien,86901

Commission de l'océan Indien - Vers une amélioration de la connectivité maritime

08 juillet 2016



La Commission de l'océan Indien (Coi) et l'Association des ports des îles de l'océan Indien (Apioi) signeront ce jour une convention de partenariat à Ebène, île Maurice. Ces deux entités ont collaboré depuis 2009. La convention améliorera leur relation de travail.
Créée en mai 2007 à Toamasina et enregistrée à La Réunion où elle a établi son siège social, l'Apioi regroupe des îles, à savoir Madagascar, Maurice, Mayotte, les Seychelles, les Comores et La Réunion.
L'association a pour objectif de promouvoir et commercialiser de façon dynamique et offensive à travers le monde la Région de l'océan Indien, composée d'îles attractives pour les navires de croisières, de plaisance ainsi que les bâtiments de commerce et de pêche semi- industriels. Elle ambitionne aussi d'encourager le développement du commerce, de renforcer la coopération entre les différentes autorités portuaires, les Etats, les Organismes nationaux, les opérateurs maritimes, ceux de commerce lié à la pêche.
Auparavant, le premier protocole d'entente entre la Coi et l'Apioi a abouti à une étude de la desserte maritime dans cette zone. A long terme, l'accord pourra aboutir à la création d'une compagnie maritime régionale.

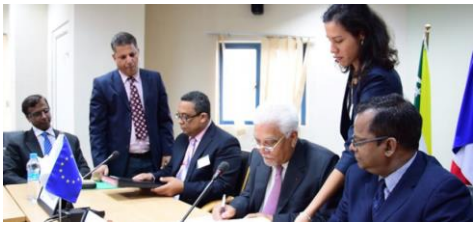
L'année dernière, les participants à l'atelier de validation de l'étude sur la connectivité maritime et la mise en place d'un système régional de cabotage ont décidé de répondre aux besoins immédiats des pays de l'Indianocéanie par le renforcement du service de liaison existant.
Récemment, le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (Fao), José Graziano Da Silva s'est exprimé sur l'importance de la convention avec l'Association des ports des îles de l'Océan Indien pour lutter contre la piraterie maritime et mieux assurer la surveillance des pêches dans la zone « océan Indien ».
D.H.R

http://www.laverite.mg/economie/item/1351-commission-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien-vers-une-am%C3%A9lioration-de-la-connectivit%C3%A9-maritime.html

ION NEWS

La COI et l'Association des ports des îles de la région renforcent leur partenariat

July 08, 2016



Le secrétariat permanent de l'Association des ports des îles de l'océan Indien (APOI) sera prochainement hébergé dans les locaux de la Commission de l'océan Indien (COI) à Ebène. Une convention a été signée en ce sens par les deux parties, ce 8 juillet.

Le Seychellois André Ciseau estime que ce bureau permanent entraînera une efficacité accrue des activités de l'association à travers une meilleure coordination. Cet accord, dit le président de l'APOI, vise à promouvoir la collaboration entre les acteurs régionaux afin de développer l'économie bleue et les stratégies de pêche semi-industrielle, de croisière et du mouvement plaisancier.

Il explique aussi l'ambition de l'APOI de devenir le bras maritime de la COI, à travers son expertise dans les domaines portuaire et maritime. Ramalingum Maistry, président de la *Mauritius Ports Authority*, souligne

d'ailleurs que l'organisation sera amenée à répondre aux défis environnementaux et économiques des activités maritimes dans la région.

Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, soutient pour sa part que cette nouvelle « *fréquentation intime* » permettra à la commission et à l'APOI d'agir dans un même élan pour atteindre leurs objectifs communs. Elle aidera aussi à ce que la région préserve son attractivité et opère dans un contexte de compétition.

Et d'ajouter que le soutien de l'Union européenne a été recherche pour financer des projets d'améliorations d'infrastructures portuaires et routiers dans la zone indianocéanique.

Interrogé sur la fin de sa mission à la COI – la passation de pouvoir a lieu la semaine prochaine –, Jean Claude de l'Estrac se dit « *triste* » mais part « *avec le sentiment du devoir accompli* ».

Voir le vidéo

http://ionnews.mu/video-la-coi-et-lassociation-des-ports-des-iles-de-la-region-renforcent-leur-partenariat-080716/

LEMAURICIEN.COM

ASSOCIATION DES PORTS DES ÎLES : Partenariat renouvelé avec la COI

12 juillet, 2016 -

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI) ont conclu la semaine dernière une nouvelle convention de partenariat. Celle-ci prévoit l'hébergement du secrétariat permanent de l'APIOI au sein du siège de la COI. L'accord a été paraphé hier par le colonel Ciseau, président de l'APIOI, et Jean Claude de l'Estrac, qui procédait à sa dernière signature d'accord avant de quitter ses fonctions le 13 juillet.
« Ce rapprochement physique témoigne de notre volonté commune de travailler étroitement sur les questions portuaires et maritimes, notamment en ce qui concerne la connectivité maritime, l'une des composantes du vaste chantier de la connectivité régionale conduit par la COI », a souligné Jean Claude de l'Estrac. « Le port est le poumon de l'économie et il est indispensable de nous assurer que tous les ports de la

région soient efficients. »
Le colonel Ciseau poursuit : « La COI est un partenaire clé dans la mise en œuvre des activités de l'APIOI. D'ailleurs, le plan d'action défini par les membres de l'APIOI ces deux derniers jours (les 7 et 8 juillet, Ndlr) ouvre de nouveaux axes de travail et de coopération dans le domaine de l'économie bleue, de la sûreté et la sécurité maritime, et bien sûr de la connectivité dans la région océan Indien élargie à l'Afrique orientale. »
Jean Claude de l'Estrac a également rappelé l'inscription, par la COI, des projets de modernisation et d'extension des ports de Moroni et Mutsamudu, aux Comores, de Port-Louis à Maurice et de Victoria aux Seychelles sur la liste prioritaire d'infrastructures régionales devant bénéficier d'un cofinancement du 11e Fonds européen de développement.
L'APIOI – groupement d'intérêt des ports de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, des Seychelles, des Comores et de La Réunion – a été créée en 2007 à Madagascar. Son siège social se trouve à La Réunion, où elle est enregistrée. Elle est appelée à jouer un rôle moteur dans la promotion d'une coopération dynamique interportuaire entre les autorités maritimes des îles riveraines. L'APIOI a, lors de sa dernière assemblée générale en janvier, qui s'était tenue à La Réunion, décidé de lui doter d'un secrétariat permanent domicilié à Maurice.

http://www.lemauricien.com/article/association-des-ports-des-iles-partenariat-renouvele-avec-la-coi

Dimanche 10 juillet 2016
week-end
80 Pages - Rs 20

Secteur portuaire

Un bureau de l'APIOI à Maurice

L'APIOI (Association des ports des îles de l'océan Indien), reconnue comme le bras maritime de la Commission de l'océan Indien (COI), possède désormais un bureau dans les locaux de la commission à Ebène. L'objectif de cette association est de rendre plus efficients les différents ports qui en sont membres, et, par ailleurs, d'améliorer l'attractivité de la région où transitent de nombreux navires.

Le renouvellement de la convention de partenariat entre ces deux organismes a été signé vendredi après-midi au siège de la COI. Cet accord permet la mise en place d'un secrétariat permanent de l'APIOI et à fonctionner en toute indépendance par rapport à ses propres objectifs. Abordant le rôle crucial des ports, Jean-Claude de l'Estrac qui participait à sa dernière fonction en tant que secrétaire général de la COI est d'avis que tous les ports de la région devront se développer en harmonie et posséder les infrastructures nécessaires. *« Le port est le poumon de l'économie et il est indispensable de nous assurer que tous les ports de la région soient efficients»*, a-t-il soutenu. *« Sur nos projets de l'amélioration de connectivité, la COI a négocié avec l'UE dans le cadre du prochain fonds européen de développement pour le cofinancement de projets d'infrastructures portuaires dans l'ensemble des pays de la région »*, a-t-il ajouté. A noter que l'APIOI avait approché la COI, compte tenu du rôle de facilitateur de cet organisme dans la coopération régionale, pour des projets communs.

L'Association des ports des îles de l'océan Indien est le groupement d'intérêt des ports de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, des Seychelles, des Comores et de La Réunion. Elle a été créée en 2007 à Madagascar. Son siège social se trouve à La Réunion où elle est enregistrée. Elle est appelée à jouer un rôle moteur dans la promotion d'une coopération dynamique interportuaire entre les autorités maritimes des îles riveraines.

L 'APIOI a, lors de sa dernière assemblée générale qui s'était tenue à l'île soeur au mois de janvier, décidé de lui doter d'un secrétariat permanent domicilié à Maurice.

Un partenariat entre les opérateurs locaux et britanniques signé

A la suite d'une requête de la Mauritius Ports Authority (MPA) auprès du Lord-Maire de la City of London, Jeffrey Mountevans, un partenariat a été signé la semaine dernière entre la MPA/PUC (Port Users Council) et Maritime London/Society of Maritime Industries de Londres.

« Comme nous misons sur les activités portuaires plus poussées et que nous voulons apporter une plus grande contribution à l'économie nationale, nous voulons rendre le port mauricien plus efficient », soutient Selon Ramalingum Maistry, président de la MPA. A travers ce nouveau partenariat, le président de la MPA croit que tous les opérateurs locaux travailleront dans un même élan à rendre le port mauricien l'un des meilleurs dans la région.

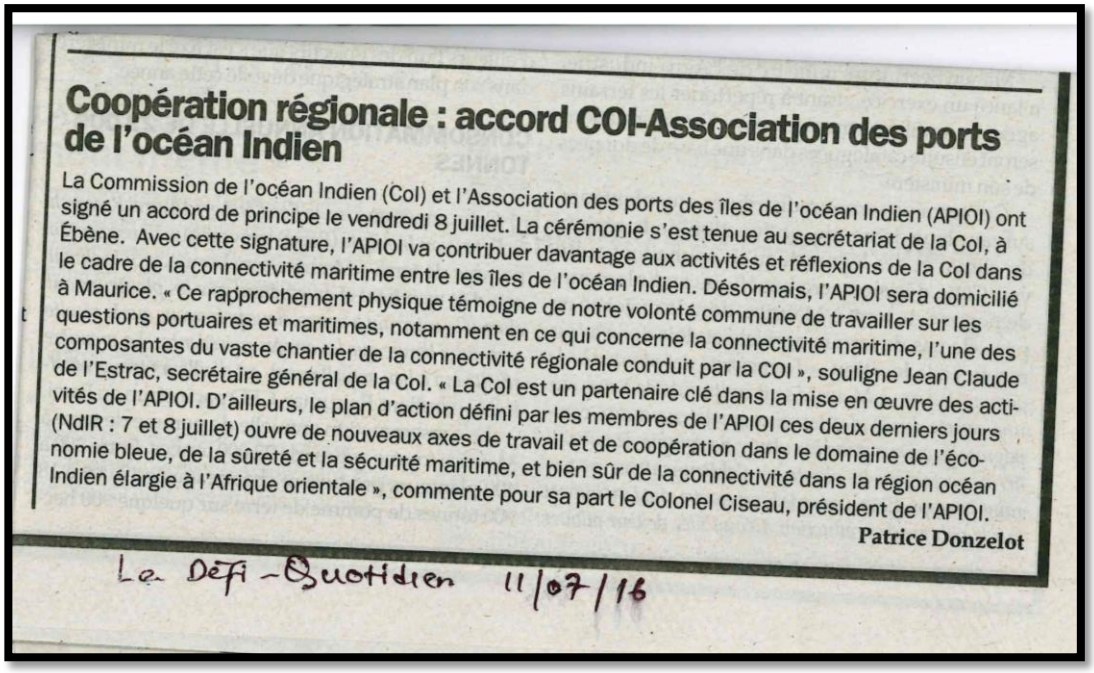
Ramalingum Maistry avoue le manque de capacités de la MPA dans la réalisation de plusieurs de ses objectifs. Selon lui, l'institution régulatrice ne peut pas opérer dans l'isolement. *« Cet accord permettra à tous les opérateurs de travailler dans un esprit collégial et améliorer la productivité »*, ajoute-t-il. Il fait ressortir que les grands opérateurs qui sont regroupés au sein de la Society of Maritime Industries et bénéficiant d'une grande expérience, pourront assister les opérateurs locaux et la MPA. A travers cet accord, le président assure que les opérateurs privés portuaires locaux seront dotés des dernières technologies afin de répondre aux défis économiques et bien savoir communiquer. Un plan d'action sera mis en place pour que l'accord soit mis en exécution.

De l'Estrac à Abax

Jean-Claude de l'Estrac affirme partir avec le sentiment du devoir accompli. Selon lui, les engagements annoncés ont été tenus. A partir du 18 juillet, il prendra ses fonctions en tant que directeur indépendant du conseil d'administration du groupe Abax. *« Je pense pouvoir apporter mon expérience à travers mes différentes fonctions. Abax a déjà sa stratégie de diversification sur l'Afrique. Je peux l'aider à renforcer cette stratégie en apportant, d'une part, ma compréhension des enjeux sur le continent, et, d'autre part, utiliser les contacts que j'ai pu établir dans bon nombre de pays »*, souligne-t-il.

Week-end 10 juillet 2016

Le Défi QUOTIDIEN



Coopération régionale : accord COI-Association des ports de l'océan Indien

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI) ont signé un accord de principe le vendredi 8 juillet. La cérémonie s'est tenue au secrétariat de la COI, à Ébène. Avec cette signature, l'APIOI va contribuer davantage aux activités et réflexions de la COI dans le cadre de la connectivité maritime entre les îles de l'océan Indien. Désormais, l'APIOI sera domicilié à Maurice. « Ce rapprochement physique témoigne de notre volonté commune de travailler sur les questions portuaires et maritimes, notamment en ce qui concerne la connectivité maritime, l'une des composantes du vaste chantier de la connectivité régionale conduit par la COI », souligne Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI. « La COI est un partenaire clé dans la mise en œuvre des activités de l'APIOI. D'ailleurs, le plan d'action défini par les membres de l'APIOI ces deux derniers jours (NdlR : 7 et 8 juillet) ouvre de nouveaux axes de travail et de coopération dans le domaine de l'économie bleue, de la sûreté et la sécurité maritime, et bien sûr de la connectivité dans la région océan Indien élargie à l'Afrique orientale », commente pour sa part le Colonel Ciseau, président de l'APIOI.

Patrice Donzelot

Le Défi - Quotidien 11/07/16

Pêche

Dimanche 10 juillet 2016
week-end



Conservation marine

Ourites : Maurice emboîte le pas à Rodrigues

Fermeture de la saison de « pik ourites » du 15 août au 15 octobre chaque année à Maurice

Alors que Rodrigues en est déjà à sa cinquième édition de la fermeture de la saison de "pik ourites", Maurice a pris la décision d'imposer cette contrainte en vue de préserver l'environnement et de permettre le renouvellement de cette espèce. Certes, depuis ces dernières années, des tentatives volontaires de limiter la pêche aux ourites dans certaines régions de l'île, notamment dans le Sud, avaient été observées. Toutefois le Conseil des ministres de vendredi a donné son accord pour la promulgation de règlements interdisant ces activités en mer à partir de la mi-août. Entre-temps, Rodrigues se prépare à donner une nouvelle dimension régionale à la fermeture de la saison de la pêche aux ourites le 10 août, le commissaire de la Pêche à l'Assemblée Régionale de Rodrigues, Richard Payendee, annonçant une seconde fermeture à partir de février de l'année prochaine.

Suite à la décision du gouvernement, entérinée vendredi, le ministère de Pêche s'apprête à mettre en place le cadre légal, soit les Fisheries and Marine Resources (Fishing of Octopus) Regulations, pour clore la saison de *pik ourites* entre le 15 août et le 15 octobre de chaque année. Tout en accueillant favorablement cette décision allant dans le sens de la préservation de l'environnement marin, des membres de la communauté des pêcheurs, plus particulièrement ceux de la région du Sud, notamment de Baie-du-Cap, du Morne et de Souillac, s'interrogent sur les mesures d'accompagnement.

« Avec cette décision, ce sont les pêcheurs qui vont être sacrifiés. Nous serons au chômage forcé alors que lors de la réouverture de la saison, n'importe qui peut se transformer en pêcheur d'ourites. Il faut savoir que nous, pêcheurs du Sud, nous utilisons des ourites comme appâts pour nos parties de pêche. De ce fait, nous nous retrouverons en chômage du 15 août au 15 octobre de chaque année. Nous espérons que le gouvernement proposera une formule de compensation sous forme de redéploiement, comme c'est le cas à Rodrigues, en faveur des pêcheurs professionnels affectés par cette mesure », fait-on comprendre dans le camp des pêcheurs, qui attendent de prendre connaissance des dispositions envisagées par le ministère.

En parallèle, Rodrigues met actuellement les bouchées doubles en vue de la prochaine clôture de la saison des ourites du 10 août au 10 octobre. La cérémonie officielle de fermeture se déroulant à Rivière Banane sera marquée par plusieurs activités. Comme chaque année depuis 2012, la Commission de l'océan Indien (COI), à travers le projet SMARTFish, sera le partenaire de cette initiative. La Mauritius Wildlife et le Rodrigues Council of Social Service collaborent également en mettant à disposition de la Commission de la Pêche des superviseurs pour les travaux alternatifs.

Massacre des jeunes ourites

La fermeture de la saison de pêche aux ourites est de plus en plus reconnue au niveau des pays riverains de l'océan Indien. Ainsi, les Seychelles, Zanzibar et l'Ouganda ont montré un intérêt pour ce qui est devenu plus qu'une expérience à Rodrigues. Sous le patronage de la COI, le ministre de Zanzibar effectuera le déplacement à Rodrigues à cette occasion. Deux journalistes de l'Allemagne y seront en vue de réaliser un documentaire consacré à cet événement.

« Nous allons procéder à deux fermetures saisonnières de la pêche aux ourites parce que nous avons constaté que du mois d'août à octobre, la période de reproduction a donné des résultats escomptés. Toutefois, nous avons dressé un constat aussi que les ourites nées pendant cette période font leur entrée dans le lagon au mois de février. Et malheureusement, nous assistons à un genre de massacre de ces jeunes ourites, ce qui nous pousse à décider à imposer une fermeture de cette pêche pendant tout le mois de février pour les protéger et leur permettre de grandir », soutient Richard Payendee pour justifier cette décision.

Comme à chaque fermeture, les commerçants et autres individus ayant en leur possession plus de cinq kilos d'ourites devront faire une déclaration auprès de la Commission de la Pêche avant le 10 août sous peine d'être pris en contravention. De strictes mesures de surveillance seront mises en place pendant la saison close pour lutter contre toute tentative de fraude.

Week-End dimanche - 10 juillet 16